

UE: l'OCDE épingle les aides agricoles

AFP Mis à jour le 05/10/2011 à 10:16 | publié le 05/10/2011 à 10:16

Une part importante des aides agricoles européennes profite à des bénéficiaires qui n'en ont pas réellement besoin, tels que des grandes exploitations ou des propriétaires terriens non agriculteurs, selon un rapport publié mercredi par l'OCDE.

Ce rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) reconnaît certes que les dernières réformes de la Politique agricole commune ont permis de faire diminuer "les distorsions de la production agricole" et que les mesures visant à améliorer les revenus des ménages agricoles et des propriétaires terriens ont gagné en "efficacité".

Mais il tire aussi un bilan critique de ces aides versées directement aux exploitants, "une part importante profitant à des bénéficiaires non souhaités, c'est-à-dire des agriculteurs n'ayant pas nécessairement des bas revenus". "En effet, les plus grandes exploitations reçoivent l'essentiel du soutien alors que leur revenu est supérieur à la moyenne de l'ensemble des exploitations", relève l'OCDE.

Les propriétaires non agriculteurs bénéficiaires

Le phénomène est particulièrement flagrant dans les quinze plus anciens Etats membres de l'UE, où "les 25% d'exploitations les plus grandes avaient en 2007 un revenu agricole moyen annuel d'environ 73.000 euros par ferme (28.000 euros par unité de main d'œuvre, ce qui représente le double du salaire minimum en France), et correspondait à près de 3 fois le revenu moyen de l'ensemble des exploitations et 16 fois celui des 25% d'exploitations les plus petites (respectivement 1,5 et 5,5 fois en considérant le revenu par unité de main d'œuvre)".

En outre, au fil des ans, une "portion croissante" des paiements a profité aux propriétaires non agriculteurs, de plus en plus nombreux à louer des terres, souligne le rapport. L'OCDE estime que restreindre ces aides au revenu "à ceux qui en ont besoin permettrait d'en faire plus avec moins de moyens".

La Commission européenne doit présenter la semaine prochaine une réforme qui a précisément pour but de résoudre ces problèmes, en limitant les paiements aux agriculteurs actifs et en instituant un plafonnement des aides aux grandes exploitations, qui tient toutefois compte du nombre d'employés pour ne pas trop pénaliser celles qui en emploient beaucoup.